

# NARBONNE Premier bilan un an après les municipales



➔ Il y a un an, Jacques Bascou gagnait la mairie haut la main

➔ Le député maire installe le changement méthodiquement

➔ Sonnée, l'opposition essaie de jouer sur les impatiences

**MUNICIPALES** Photo Françoise TALLIEU **DEUXIEME CAHIER P. 3**

Midi Libre

## MUNICIPALES, UN AN APRÈS

3

TE03-

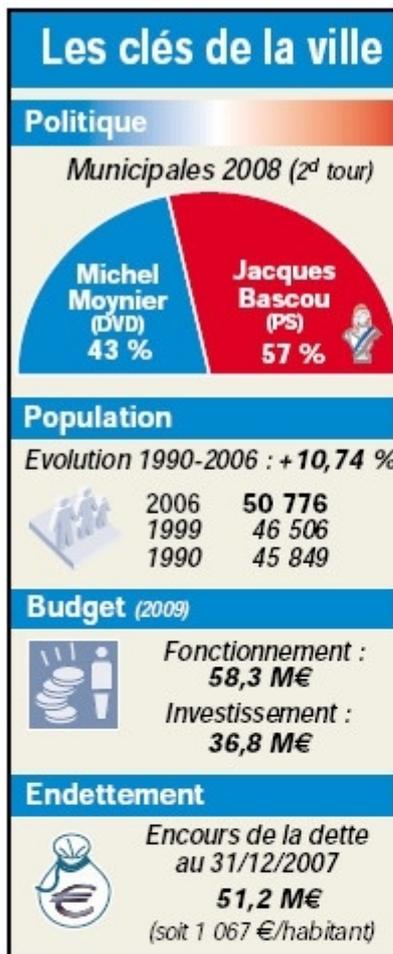
Lundi 9 mars 2009

**ZOOM SUR NARBONNE**

# Bascou installe le changement



Jacques Bascou, socialiste : « Il fallait d'abord faire un état des lieux. » Photo Françoise TALLIEU



## NOTES...

Trenet célébré lors d'un grand festival populaire : tout le monde y pensait, Bascou et son équipe l'ont improvisé dès leur premier été. Succès énorme avec un enfant du pays à la baguette, René Coll, lui aussi oublié par sa ville natale. Hélas, le roi du bal s'en est allé cet hiver, mais Narbonne continuera de célébrer le "fou chantant" en pensant chaque fois à René.

**L**E BUSTE DE FERROUL trône à nouveau dans le bureau du maire de Narbonne. La barbe fleurie du tribun socialiste fait face à un saint Augustin, à un lumineux paysage des Corbières signé Max Savy et au plan de l'Assemblée nationale.

Un maillot du Racing complète le décor et un petit ballon ovale voisine avec le pot à crayons sur la table de travail. C'est un condensé des racines, des convictions, réflexions et passions de Jacques Bascou, le nouvel hôte du "château", nom par lequel les Narbonnais, persifleurs ataviques, désignent souvent leur mairie.

Il est vrai que les riches salles du palais des archevêques confèrent au pouvoir local d'aristocratiques attributs. Mais pour l'apparat, Bascou a peu de goût. Ce bureau, où il a réinstallé le bronze que son prédécesseur avait remis dans l'antichambre, est l'une des pièces les plus modestes du palais. « *Je l'ai choisie, car c'est le lieu le plus proche de l'entrée, donc des Narbonnais* ».

Il est d'abord là le changement ! Dans la simplicité et le souci de proximité et de dialogue revendiqué par celui qui a conquis la mairie citadelle après 37 ans d'apolitisme à la manière d'Hubert Mouly, le "maire bâtisseur" de 1971 à 99.

La doctrine moulyste avait été jetée aux orties par Michel Moynier, un dauphin de circonstance qui oubliera que Narbonne restait une ville de gauche et, surtout, se mura dans le "château", revêtant l'armure

d'un croisé du développement durable et restant sourd aux préoccupations plus terre à terre, mais bien réelles, des Narbonnais. A commencer par ces engorgements découlant d'un plan de circulation adopté sans concertation, qui devint un abcès de fixation.

Député depuis 1997, membre du bureau national du PS, rénovateur avec Montebourg et Peillon, "noniste" en 2005 et "ségoléniste" en 2007, Bascou ne renie pas sa carrière politique, mais il entend « *confronter (ses) convictions avec le quotidien de (sa) ville* ».

« *Les grands projets seront soumis à la population avant décision* », s'engage-t-il. Si l'entourage le dit pressé de réaliser, il refuse la précipitation : « *Il fallait d'abord faire un état des lieux. Dans le personnel, il y avait des CDD renouvelés sans fin, des gens en insertion sur des postes de municipaux. Pour régulariser,*

*nous augmentons la masse salariale de 4 M€, compensés en partie par des économies sur les frais de réception ou la communication ».*

Pingre pour les frivolités et le bing-bling, Bascou veut un nouveau plan de circulation, un urbanisme revisité autour de zones à bâtir notamment

sur le défunt "quartier durable" de Moynier, la promenade des Barques revue et corrigée et la remise en valeur de la Robine. Mais au-delà du cadre de vie, « *la priorité reste l'emploi et l'économie* » qui mobilisera davantage le Grand Narbonne, nouvelle version de l'agglo (*lire ci-dessous*).

Pour l'heure, les Narbonnais observent cette longue mise en place en appréciant le climat de détente qui plane sur la ville, mais en exprimant parfois des impatiences.

Encore sonnée, l'opposition essaie d'en profiter. Avec virulence de la part d'un Michel Moynier, peu enclin à la remise en cause et contesté à Nouveau Narbonne, l'ex "parti municipal". Didier Mouly, fils de l'ancien maire, est sorti de sa réserve pour rappeler les canons de l'apolitisme et placer Moynier et ses amis sous surveillance. « *Je suis déçu car je ne trouve pas que Bascou pré-*

*pare l'avenir...* » déclare-t-il, en niant toute ambition personnelle. Pour Robert Déjean, autre orthodoxe de "NN", « *le maire manque de métier et de réactivité* ».

Ecartée de la majorité de gauche, au même titre que les communistes qui ont la dent dure contre le maire, l'écologiste Maryse Ardit accorde un satisfecit « *pour la politique du personnel* », mais dit « *avoir du mal à voir la suite* ». Tandis que Jean-Louis Soulié, un "trublion" qui pèse 8 % de l'électorat, estime « *qu'il est trop tôt pour juger* ». Pas de quoi remettre en cause l'état de grâce, mais Jacques Bascou n'oublie pas que son éclatante victoire découlait autant d'un rejet du maire sortant que de l'approbation de son projet. « *Je me suis attendu au tournant* » concède, philosophe, le lointain successeur de Ferroul. ●

**Patrick NAPPEZ**

## Il est né le **grand** Narbonne

Sortir Narbonne de ses murs et ouvrir des partenariats. C'est la philosophie du Grand Narbonne, nouveau nom de l'agglomération dont Bascou est président. Regroupant les communes de la ceinture, cette intercommunalité a pour vocation de s'agrandir en englobant notamment les outils économiques de Port-la-Nouvelle ou de la zone d'activité de Sallèles-d'Aude autour du canal du Midi. Après un passage en force manqué à l'époque Moynier, Bascou ne veut rien brusquer. « *Nous allons établir des partenariats avec ces structures en relation avec la chambre de commerce* ». Bascou regarde aussi du côté de Béziers avec qui il s'est associé pour obtenir un financement européen Urban. Enfin, il scrute l'autre rive de la Méditerranée, en tant qu'unique représentant de la gauche française à l'assemblée euro Méditerranée. Le poste était, paraît-il, convoité par de grosses légumes du PS...

## Vin : une manif régionale se prépare

La colère gronde dans les vignes. Après le refus du ministère d'accorder le bénéfice des DPU à la viticulture, des prix qui ne bougent pas et des retraisements en chute de 25 %, les vignerons ont appris que du vin argentin serait servi dans le TGV ! Aussi Philippe Vergnes va-t-il soumettre, jeudi, au comité d'administration du syndicat des Vignerons du Midi qu'il préside, une proposition : un rassemblement régional de protestation. « *C'est un scandale ! Alsthöm a dû vendre quelques rames du TGV aux Argentins !* » s'indigne le Néviais. Il est d'autant plus furieux que les demandes de rendez-vous qu'il a lancé auprès d'un conseiller du président Sarkozy, du ministre de l'Agriculture et du président de la FNSEA n'ont pas obtenu de réponse.

## Un 2<sup>e</sup> prix national pour les étudiants narbonnais au concours "Dire non"

Dans le cadre du concours "Dire non" pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme, les étudiants de BTS Tourisme de l'école Etpeso avaient organisé le 15 janvier une grande soirée de sensibilisation au Palais du travail. Celle-ci consistait en un débat sur le thème du tourisme sexuel impliquant des enfants, débat dans lequel étaient intervenus : Nicolas Sainte-Cluque, Jean-Yves Glémée, Christiane Monnier en tant qu'élus et juriste, Nadine Olivier présidente de l'Udotsi et Julien Eglessies, voyageur. Puis les étudiants avaient interprété une pièce de théâtre, écrite et mise en scène par leurs soins. Enfin la soirée s'était terminée par divers concerts.

Toutes ces animations ont vu leur intérêt reconnu puisqu'ils ont remporté le second prix national de ce concours.

La remise officielle des récompenses se fera le 20 mars à Paris au Salon du Tourisme international par le ministre concerné.

### DES ÉLUS REMERCIÉS

Michel Issaly, le président des vignerons indépendants de France le disait lors de l'assemblée carcassonnaise de la filière, vendredi : « *Des terroristes culturels stigmatisent la consommation de vin* ».

En ce sens, la légalité reconnue des dégustations gratuites lors de la discussion de la loi "Hôpital, santé..." à l'Assemblée nationale, la veille, jeudi, a été qualifiée de "victoire".

Parmi les grognards de cette bataille, les députés audois et le sénateur Roland Courteau ont été officiellement remerciés pour leur combat mené au côté de la filière viticole.

# Femmes Poésies offertes en français, arabe et espagnol

La Journée de la Femme a été célébrée hier après-midi à la Maison des services avec ce qui est un des atouts des femmes : la parole et le dialogue. Marie, Karima, Fatima, Joëlle et Latifa ont lu des poèmes dont certains étaient traduits en arabe et en espagnol. Afin que tous et toutes comprennent le message.

L'objectif de ces textes est de faciliter et d'améliorer « l'entente, l'échange et le respect de la Femme », précise leur auteure, Latifa Mhaouar. Sont concernés les hommes mais aussi tous ceux qui croient encore qu'on peut juger de la valeur d'un être humain par la couleur de sa peau, ses origines, sa religion, ses coutumes...

"Mariage forcé" invite ceux qui ont encore recours à cette pratique d'un autre âge à « changer sa vision ». La poésie encourage également les



Des femmes d'origines différentes mais unies contre l'intolérance. F.T.

victimes à « ne plus être manipulée » et « à continuer à avancer, malgré les difficultés. Ne pas baisser la garde, rester toujours sur ses gardes. L'essentiel est d'avoir toujours confiance en soi ».

"Messieurs" rappelle à nous autres, les hommes, notre « lé-

gendaire mauvaise foi » ! Merci Latifa ! Mais la poétesse explique que « quoi que l'on dise, nous les femmes, nous avons besoin de vous » car les hommes ont « des qualités ». Ouf ! Et d'insister : « L'Homme et la Femme sont complémentaires, depuis la

nuit des temps, sur terre ».

"Paroles" a ces termes empreints d'une grande sagesse : « Donner la parole à l'autre, c'est lui permettre d'exister. Dans un couple, imposer ses choix, ses opinions, ses désirs, c'est étouffer l'autre. Avoir sa propre opinion, c'est très bien, écouter l'avis de l'autre, c'est déjà un pas vers l'entente ».

Ce sont la Maison des Potes et le collectif "Ni pute, ni soumise" qui ont organisé cette initiative salutaire. Nicole Aucouturier a présenté un film intéressant sur la condition des femmes pendant la guerre d'Espagne.

« C'est aussi l'occasion de passer un moment de convivialité » insiste la présidente des Potes, Marie Rennes. Et de citer les musiciennes, les chanteuses, les danseuses, le thé à la menthe et les gâteaux au miel ! ●

S.M.

Mardi 10 mars

Narbonne



## Jacques Bascou, l'année d'après

En mars 2008, il était élu maire. Une victoire historique après 37 ans de règne NN. Pour L'Indépendant, il parle aujourd'hui de sa méthode. Demain, place aux grandes lignes de ses projets. Page 3

L'INDEPENDANT MARDI 10 MARS 2009

NARBONNE

IL Y A UN AN, LE CHANGEMENT

# Jacques Bascou, la méthode

Un an après son élection historique, cet entretien accordé à L'Indépendant met - une fois de plus - en avant le discours et la méthode de Jacques Bascou. Avant de dévoiler - dans notre prochaine édition - certains projets, en tout cas les grandes lignes directrices de son action.

Il y a un an, l'Histoire était en marche. Au soir du premier tour, le dimanche 9 mars, Michel Moynier, le maire NN en exercice, l'héritier d'abord investi (puis élu et réélu, en 2001 et 2002) était en – très – sérieuse difficulté (40,42 % des suffrages exprimés) et Jacques Bascou, le député socialiste, alors en ballottage – très – favorable avec 45,46 %. Et c'est finalement par KO (57 % contre 43 %), une semaine plus tard, le dimanche 16 mars, que Jacques Bascou – après le fauteuil de Blum à l'Assemblée nationale, là en 1997 – s'installait dans celui de Ferroul à l'Hôtel de Ville, après 37 ans de gouvernance – sans partage – de Nouveau Narbonne.

### "Le temps de la réflexion"

Un an après, qu'en est-il ? Et notamment d'une certaine impatience qui se fait jour sur quelques dossiers épineux, tels que le Plan de Déplacement Urbain (PDU), le projet de Quartier de Développement Durable (dit du Théâtre) ou encore la problématique du stationnement ? Quid également des promesses du candidat Jacques Bascou ? "Nous n'avons jamais caché qu'il fallait – d'abord – procéder à un état des lieux, que nous souhaitons aussi réorganiser les services municipaux. Et puis, tout en assurant la continuité des services, nous souhaitons avoir le temps de la réflexion, et avoir le temps de faire réaliser de véritables expertises, à propos du Plan de Déplacement Urbain, ou encore des Barques et de Narbonne-Plage... Partant du principe que personne ne détient la vérité révélée, qu'il fallait – quitte à susciter une certaine impatience – se donner du temps. On l'avait dit pendant la campagne, et je pense que les Narbonnais, globalement, ne sont pas surpris. Les projets, nous les avons dans les cartons, et nous allons les confronter avec les Narbonnais, notamment à l'occasion des conseils de quartiers. On veut expliquer nos choix, on va également en expliquer les incidences financières..." Jacques Bascou continue ainsi de parler d'une "planification" des projets de sa majorité sur quatre années, de 2010 à 2013.

Lui fait-on alors remarquer qu'aux yeux de quelques détracteurs, la concertation est considérée comme l'arme des faibles, le maire s'insurge sans plus attendre... "Surtout pas ! A un moment donné, ce sont les élus qui prennent toujours les décisions, en parfaite et totale responsabilité. Sauf que nous considérons – nous – que la concertation a justement des vertus pédagogiques, d'échanges. La concertation permet d'expliquer à la population le pourquoi de certains choix, les incidences également. Et puis, la citoyenneté permet d'être conscient des vrais enjeux".

### "Il ne s'agit pas de régler des comptes"

Quid également des audits évoqués dès le lendemain de l'historique succès ? "Ces audits ont été demandés pour dresser un état des lieux, et non pas pour régler des comptes avec l'ancienne majorité. En ce qui concerne l'audit financier, il n'y a pas eu de surprise, et nous n'avons pas été surpris par la situation de précarité de nombreux employés municipaux. En ce qui concerne l'audit juridique, il nous a permis de remettre à plat toutes les procédures de marché public pour parvenir à plus de transparence. C'est ainsi que l'on a pris la décision de faire des lots plus petits, ce qui doit permettre à des entreprises locales d'accéder à ces marchés publics. De la même manière, on se doit de favoriser les groupements d'entreprises. Toujours au nom de la transparence".

Entretien réalisé par André Navarro



"On va expliquer nos choix aux Narbonnais". Photos J. Lehuby

## "Je veux être jugé sur mes actes..."

Nombreux sont les Narbonnais qui ont vite fait la différence entre un maire ultra-communicant, Michel Moynier, et un maire qui, à l'évidence, n'a pas fait de la "com" son dada ! "Je ne veux pas être jugé sur une bonne politique de communication. Ce principe-là a ses limites, on l'a vu avec l'ancienne équipe municipale, on va le voir – au plan national – avec le président Sarkozy ! Car, je pense que les

gens en ont marre des coquilles vides, et des effets d'annonce qui ne sont suivis d'aucun effet..."

Communiquer plus qu'il ne le faut, "ça n'est pas ma méthode. Je constate que cela fait douze ans que l'on me dit ça... Il paraît que je ne communique pas assez..."

Puis, avec un large sourire... "Finalement, pour quelqu'un qui ne communique pas trop... cela ne m'a pas trop mal réussi..."

A nouveau sérieux, il rajoute à

cet instant : "Tous ceux qui me connaissent le savent, et les Narbonnais d'ailleurs commencent à me connaître, je ne communique que sur du concret. Ce qui peut paraître paradoxal à une époque où l'on se complaît à multiplier les effets d'annonce, une époque où l'on zappe sur tout, une époque qui est devenue celle de l'hyper communication, et de l'hyperactivité. Or, moi, ce qui m'intéresse, c'est le concret. Ce qui m'importe,

ce sera de savoir si on a répondu aux problèmes du logement, aux attentes en matière d'économie. Ce sera aussi de savoir si les gens se sentent bien à Narbonne, et dans le Grand Narbonne. Savoir si le lien social, grâce à notre action, est devenu plus fort".

Et d'ajouter encore, en guise de clin d'œil : "Savoir si Narbonne est mieux connue de l'extérieur. Car, vu de Paris, Narbonne est trop souvent encore, ou dans l'Hérault, ou dans les P.-O".



"Je pense que les gens en ont marre des coquilles vides et des effets d'annonce qui ne sont pas suivis d'effet... Tous ceux qui me connaissent le savent, je ne communique que sur du concret". Photos J. L.

## Grand Narbonne

Les transferts de compétences sont passés par là, "et là aussi, il a fallu tout mettre à plat. Il ne faut pas oublier que l'économie et le logement, par exemple, relèvent de la compétence de l'agglomération", devenue Grand Narbonne.

- **Habitat, mode d'emploi :** "Si on veut accueillir des actifs dans notre agglomération, il faut des loyers accessibles. Or, quand l'offre est rare, ce qui est le cas actuellement, les loyers sont chers. En arrivant aux affaires, on s'est aperçu que l'Office HLM n'avait pas de marge de manœuvre, et qu'il n'y avait pas de politique dynamique de gestion des HLM. Il a fallu tout revoir, et forcément ça prend du temps..."
- **Habitat, objectifs :** "Dès l'année prochaine (c'est-à-dire en 2010), l'objectif est de produire 150 logements de plus par année à l'échelle de l'agglomération".

## Digest

- **Pertinent :** "Est-ce que cela va plus mal qu'avant ? On peut aussi se poser la question... Personnellement, je n'en ai pas l'impression quand j'écoute les Narbonnais..."
- **Concret :** "Quand on permet l'implantation de KFC, cela donne 70 emplois... C'est du concret. Quand il y a 150 employés municipaux, enfin en phase de stagiairisation, c'est aussi du concret. Car pour eux, c'est la fin d'une forme certaine de précarité et la perspective d'une progression de carrière".

## "Nous n'avons pas embauché que des amis"

Jacques Bascou n'a jamais caché, y compris pendant la campagne des municipales, que la problématique de la gestion du personnel municipal "était un gros chantier. Tout simplement parce qu'il s'agit d'un outil incontournable pour une meilleure qualité du service public". Jeudi prochain, 12 mars, ce "dossier" figurera d'ailleurs à l'ordre du jour du conseil municipal, avec l'état des effectifs.

"Pour la première fois, on va présenter un tableau d'effectif qui reflétera véritablement le nombre d'employés municipaux...", et le maire d'embrayer sur les 150 employés concernés par la stagiairisation, préambule indispensable à une future titularisation, "et là, je tiens à préciser que 95 % des personnes concernées étaient – déjà – employées par l'ancienne municipalité".

Ce qui lui permet au passage d'insister sur le fait que la précarité de la situation qui les caractérisait n'était pas de son fait, mais bien celui de l'ancienne équipe municipale.

"On n'embauche pas que des amis", tient-il encore à rappeler, histoire, là aussi, de tordre le coup à certaines rumeurs.

"Il est temps pour tous les employés municipaux de parler enfin de perspective de carrière, comme de formation... On va tout mettre en œuvre pour avoir un personnel municipal plus motivé qu'il ne l'était..."



# Un meilleur dispositif pour lutter contre les violences

C'est parce qu'il prépare actuellement un second texte de loi (étendant la protection des victimes des violences conjugales), que le sénateur Courteau a souhaité rencontrer des membres du CIDFF.

Tous les deux ans, le gouvernement doit remettre un rapport sur sa politique en faveur de la loi sur les violences conjugales, or ce rapport tarde à venir. D'où l'intention du sénateur de questionner le gouvernement à ce sujet. "Qu'a fait le gouvernement pour permettre l'application de la loi ? Je vais interroger Mme Létard, secrétaire d'Etat à la solidarité, pour connaître l'application de la loi, et le 19 mars soumettre un débat au sénat sur la politique nationale du gouvernement en matière de lutte contre les violences conjugales. Je vais notamment demander des précisions sur le nombre de structures d'hébergements créées, les structures de soins... etc". Du concret, comme les propositions faites par les membres du CIDFF rencontrés par le sénateur jeudi. La présidente, la directrice, des juristes et des accompagnatrices sociales ont souligné l'importance de cette loi pour les dispositifs créés. "Depuis 3 ans, on a noté une augmentation de 58 % du nombre de plaintes déposée pour violences conjugales dans l'Aude, alors que cette même augmentation est de 31 % au niveau national", a témoigné la présidente du Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles.

## Avancées

La loi a considérablement aidé les travailleurs sociaux, et notamment les dispositions concernant l'aggravation des peines, la lutte contre les mariages forcés, les



Le sénateur Roland Courteau a sollicité une réunion de travail avec le Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles trois ans après la promulgation de sa loi sur les violences conjugales. Ph. J.L.

sanctions concernant les viols au sein du couple, les mesures d'éloignement de l'agresseur, (pas assez souvent utilisées) ou encore l'obligation de soins. Un lieu d'écoute a été mis en place pour les enfants témoins de ces violences, souffrant souvent de traumatismes, de troubles du comportement et du sommeil. "On estime que 40 % des adolescents violents sont des enfants exposés à des violences conjugales", a cité le sénateur.

## Pour aller plus loin encore

Roland Courteau, en collaboration avec Marcel Raynaud, l'autre sénateur de l'Aude, va déposer un second projet de loi explorant un champ plus vaste que la première loi. Le projet de loi, (actuellement en rédaction), prend en

compte les violences psychologiques, un volet que les parlementaires avaient écarté dans le premier texte de loi. Le projet entend mettre en place une information dans les établissements scolaires, et établir le principe d'une formation initiale et continue des médecins, infirmiers, avocats, enseignants, police, gendarmerie et travailleurs sociaux. "Je propose que l'aide juridictionnelle soit accordée sans condition de ressources pour les violences conjugales, et que les réparations intégrales des dommages, prévues pour un certain nombre de crimes et de délits soit étendues aux violences conjugales". Autre disposition suggérée : permettre aux victimes dont les incapacités sont supérieures à 6 mois de bénéficier de la solidarité nationale.

"Je voudrais étendre aux "pacésés et concubins certaines dispositions. Notamment lorsque le Juge aux Affaires Familiales est amené à éloigner l'agresseur et à prendre des dispositions concernant l'autorité parentale. Aujourd'hui, rien n'est prévu lorsque les parents ne sont pas mariés. De même, lorsque des enfants sont témoins de violences, je veux que ce soit une circonstance aggravante du délit... On sait que malheureusement ils sont majoritairement là lorsque les coups pleuvent. Et là encore pour protéger la mère lors des visites du père à ses enfants, Nous avons besoin d'un lieu neutre, un espace de rencontre..." Des aménagements cruciaux dans le quotidien d'une famille meurtrie par le fléau de la violence.

V. D.

## **La ligne TGV en réunion publique**

La future nouvelle ligne ferroviaire à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan fera l'objet d'une réunion publique qui aura pour cadre le Palais du Travail de Narbonne, le **jeudi 19 mars, de 19 h à 22 h.** Jacques Bascou, député-maire de la ville, ouvrira la soirée. Claude Bernet, président de la commission particulière du débat public, interviendra ensuite pour présenter les modalités du débat. Le projet de la nouvelle ligne ferroviaire Montpellier-Perpignan sera présentée par Christian Petit, directeur régional de Réseau ferré de France, et Edouard Parant, chef de projet de la nouvelle ligne. "Une gare nouvelle, pourquoi, comment ?" sera le thème développé par Laurent Chapelon, Maître de conférences à l'Université Montpellier 3. Pierre Schmeltz abordera pour sa part la lutte contre le bruit, en qualité d'ancien responsable de la mission bruit au ministère de l'Environnement.



## Politique Michel Moynier en mission dans l'Aude pour le Parti radical

NARBONNE P. 3

# Politique Michel Moynier en mission pour le Parti radical

### RAPPEL

➔ Nouveau Narbonne a toujours du mal à négocier son passage dans l'opposition

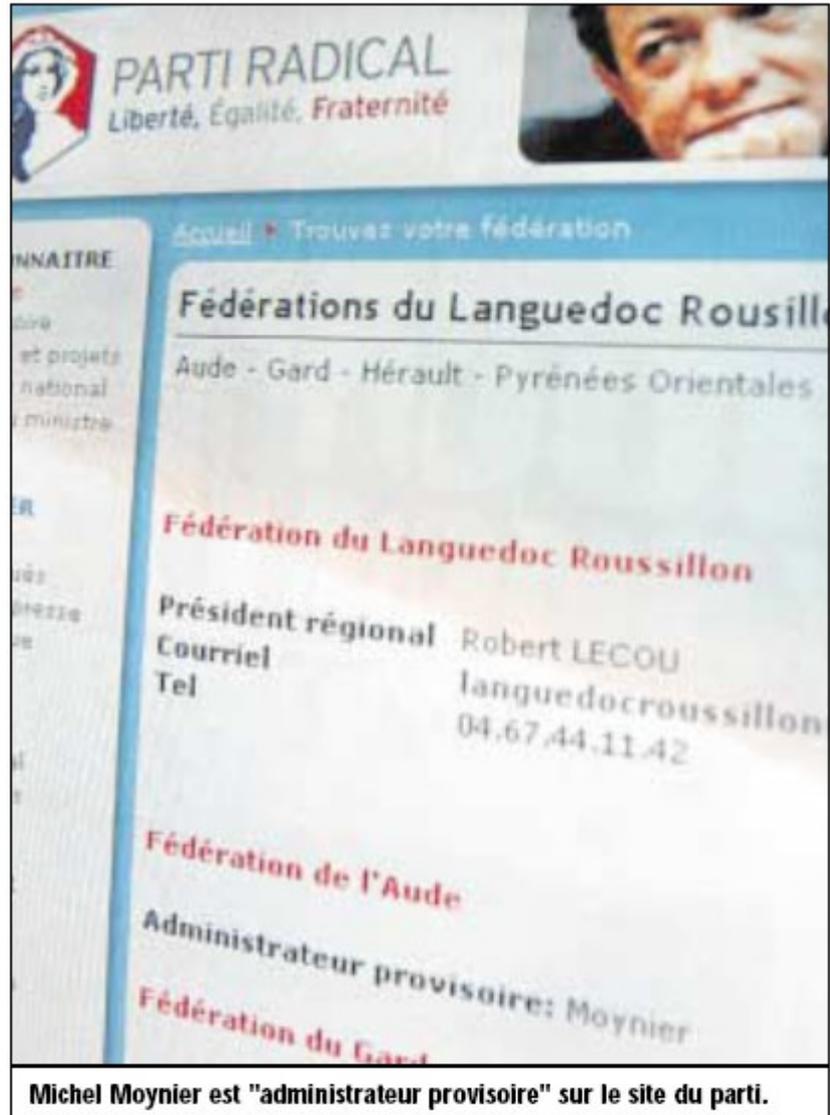
« Ce n'est qu'une rumeur de plus ». C'est en ces termes que le 5 septembre dernier, à l'issue de l'assemblée générale de Nouveau Narbonne, Michel Moynier commentait les contacts qu'on lui prêtait alors avec les instances régionales du Parti radical, dirigé par le ministre de l'Écologie, Jean-Louis Borloo. Dont acte.

Mais comme l'affirme le dicton : *"Il n'y a jamais de fumée sans feu"*. Et visiblement, l'incendie couve - une fois de plus - à Nouveau Nar-

Didier Mouly bien décidé à en finir avec la co-présidence à Nouveau Narbonne

bonne. Les raisons ? L'annonce, sur le site internet du Parti radical, de la création d'une fédération audoise avec comme administrateur provisoire un certain Moynier.

Autre événement, la diffusion la semaine dernière sur les ondes de *Radio Narbonne Méditerranée* d'une interview de Michel Moynier et de Robert Lecou, député de l'Hérault et président régional du Parti radical. Le premier y rap-



Michel Moynier est "administrateur provisoire" sur le site du parti.

portait notamment ses atomes crochus avec le ministre de l'Écologie et du développement durable, Jean-Louis Borloo. Le second se réjouissant des contacts établis avec Michel Moynier.

« Je ne suis pas encarté au Parti radical. Je suis mandaté pour savoir si cette formation peut s'implanter dans

*l'Aude* », explique Michel Moynier. Le co-président de Nouveau Narbonne ajoute : « C'est en tant que représentant de l'opposition à Narbonne que j'ai été contacté. J'estime que plus il y aura de partis représentés à Narbonne, mieux ce sera ».

Voilà donc Michel Moynier en "mission" pour le Parti radi-

cal et Nouveau Narbonne menacé d'une énième crise post municipale. « *On ne peut pas adhérer à un parti politique et être un représentant officiel de Nouveau Narbonne* », réitère, pour sa part, Didier Mouly. Élu co-président de "NN" en septembre, ses relations avec Michel Moynier n'ont jamais été un long fleuve tranquille. « *Sur la vie de Nouveau Narbonne, nous sommes séparés* », commente Didier Mouly qui ne cache pas son antipathie pour la présidence à deux têtes dont s'est affublé "NN" à l'automne dernier et son désir d'en finir avec cette situation.

Didier Mouly, bien campé sur le principe d'apolitisme, affirme : « *Nouveau Narbonne doit être reconstruit. Nous sommes désormais un parti d'opposition. Notre posture doit être totalement différente de celle qui était la nôtre quand nous étions aux commandes de la ville. Mais je ne veux pas d'une scission* ». Il estime que la "mission" de Michel Moynier ressemble fort à un positionnement « *en vue des élections régionales* ». Et il prévient : « *Si c'est son souhait, qu'il fasse sa vie. Qu'il y aille mais en dehors de Nouveau Narbonne* ». ●

**René FERRANDO**

► Hier, Didier Mouly nous confirmait que Michel Moynier devrait très rapidement s'expliquer sur ses relations avec le Parti radical, notamment face au secrétaire général de Nouveau Narbonne, Bertrand Malquier

# Manœuvre en vue des élections régionales

**Didier Mouly** n'est pas le seul à penser que le rapprochement entre Michel Moynier et le Parti radical n'est en fait qu'une manœuvre pour figurer en bonne place dans la

course aux régionales de juin 2010. Les observateurs de la vie politique narbonnaise penchent, eux aussi, pour cette option.

Conseiller régional sortant, l'ancien maire de Narbonne avait été adoubé par Jacques Blanc en 2004. C'était alors le "grand amour" entre l'UMP et le successeur d'Hubert Mouly.

Mais depuis, de l'eau a coulé dans la Robine et le scrutin municipal de mars 2008 a vu la défaite de Nouveau Narbonne. Désormais, les rela-

tions entre le parti de la majorité présidentielle et "NN" ne sont plus ce qu'elles étaient. Et fort logiquement, l'UMP ne devrait pas accorder de ticket pour l'Hôtel de Région à Michel Moynier. Si Isabelle Chesa, elle aussi sortante, a toutes ses chances de figurer dans le sillage de Raymond Couderc, reste à savoir si le Narbonnais sera représenté... et par qui.

Fort logiquement, le secrétaire départemental de l'UMP, Michel Py - qui a su, lui, conserver sa mairie mên-

me s'il a échoué dans sa quête d'une place dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale - serait le candidat tout désigné. À moins que, par le biais d'accords nationaux, le Parti radical parvienne à imposer son "poulain". Michel Moynier pourrait être celui-ci. Mais il lui faudrait alors certainement franchir le Rubicon : tirer un trait sur Nouveau Narbonne et s'engager... durablement dans le parti de son ami Jean-Louis Borloo. ●

**R.Fe.**

## PARITÉ : 1 A 0 POUR NARBONNE

Le match est lancé par l'Observatoire de la parité du Languedoc-Roussillon, animé par l'Assemblée des femmes : il s'agit de compter des points bien précis, ceux de la meilleure représentation féminine au sein des élus des collectivités. Cela en parallèle au coup de projecteur proposé par *Midi Libre* un an après les élections. Le choix a porté sur les intercommunalités et le nombre de vice-présidentes, plutôt que sur les municipalités (ces dernières étant tenues à la parité par la loi). Premiers testés : Narbonne et Carcassonne.

Or le Grand Narbonne affiche 28,57 % de vice-présidentes ; la communauté d'agglomération du Carcassonnais... 5 %. La victoire est nette.

**22 millions d'euros investis l'an prochain**

# Narbonne : les projets de Bascou pour 2009

■ Un après son élection, les projets de Jacques Bascou émergent de façon tangible.

■ Ce premier Plan d'investissement s'insère dans le Plan de relance de l'Etat.

■ D'autres projets sont annoncés, tel le remodelage du quartier Est.

Page 3

**NARBONNE**

**IL Y A UN AN, LE CHANGEMENT**

## Jacques Bascou, les projets

Dans les tout prochains jours, le maire va annoncer un Plan d'investissement de 22 millions d'euros pour la seule année 2009. Pour les lecteurs de L'Indépendant, il lève le voile sur plusieurs dossiers majeurs. La réorganisation des services effectuée, la municipalité est en ordre de marche.

Il y a le discours et la méthode de Jacques Basco, il y a désormais tout ce qui va émerger avec la nouvelle gouvernance de l'Hôtel de Ville. "Il y a eu beaucoup de choses de faites, toutes ces choses qui ne sont pas forcément visibles", évoquait – voici peu en aparté – Marie-Hélène Fabre, première adjointe du maire et suppléante du député, "mais les Narbonnais vont rapidement se rendre compte du changement impulsé par le maire".

Jacques Basco confirme : "Je préfère qu'il y ait de l'impatience, plutôt que du mécontentement. Là, nous allons commencer à endencher les programmes. Il nous a fallu effectivement un an pour y parvenir. Cela dit, je constate que l'on me dit souvent qu'il y a désormais une autre façon de faire à Narbonne, et un autre mode de fonctionnement. On ne me dit jamais que c'était mieux avant..."

Du nouveau **Plan de Déplacement Urbain**, il dit ainsi qu'il sera "opérationnel avant l'été. Cela prend un peu de temps parce que l'on a des avis pas forcément concordants, et qu'il faut des arbitrages. Quatre scénarios sont à l'étude, et l'on se doit de bien mesurer quelles sont toutes les conséquences du choix définitif qui sera fait. Les réflexions sont également liées au développement de certains quartiers et des flux de circulation qui en découlent. On sait aussi qu'il faut régler, dans tous les cas de figure, le problème des Trois Ponts et celui de la Place des Pyrénées."

A propos du **futur ex-quartier du développement durable**, le maire persiste dans son avis, à savoir que "cette opération était utopique". En revanche, il confirme sa volonté de **remodeler ce quartier Est** de la ville. "L'opportunité représentée par le déménagement de la Polydinique doit contribuer au réaménagement de ce quartier qui doit accentuer sa vocation universitaire en développant de nouvelles filières avec l'Université de Perpignan, et – bien entendu – sa vocation sportive, tout en favorisant la mixité du quartier par l'habitat, et là on sait qu'il faudrait 6 500 logements de plus. Le stade, lui, a déjà 30 ans, on va donc procéder à sa réfection. Il faut dire que ce Quartier

Est est devenu une priorité. Notre approche, elle, est globale, en partant évidemment de ce qui existe." Et ce qui existe, c'est aussi l'**aspirateur à déchets** : "On l'a payé une fortune, c'est de l'ordre de 4,5 millions d'euros. Comment l'utiliser, c'est la question... Aujourd'hui, toutes les expertises nous disent qu'il semble difficile de l'utiliser comme tel... On s'oriente donc vers une autre utilisation... Quoi ? Il peut devenir un nouveau lieu de vie pour cette ville, on a des idées." Toujours dans ce secteur Est, Jacques Basco annonce d'ores et déjà la **création de nouveaux quais** : "On fera des quais sur cette partie-là car il est important d'assurer la continuité de la ville. La Robine, après avoir été le pis-aller du Canal du Midi, doit devenir le lien d'un bout à l'autre de Narbonne, et d'ailleurs, dès cette année, nous allons lancer une Fête de la Robine". Pour ce qui est du cœur de ville, le concours concernant la **renovation des Barques** est lancé, "car cette promenade doit permettre, plus que jamais, de rassembler les Narbonnais." C'est comme les Halles pour lesquelles la municipalité va lancer des travaux de maintenance, de mise en sécurité également, et de confort pour ses artisans, comme pour ses très nombreux usagers, "c'est un véritable lieu d'excellence pour les produits régionaux, et l'on y rencontre un véritable savoir-faire de la part de ses artisans. On a constaté que l'ancienne équipe, depuis 2004, n'avait rien fait."

**Entretien réalisé par André Navarro**



"Je préfère l'impatience au mécontentement."

## Des projets

- **Hôtelier** : pour Jacques Bascou, "il est important d'augmenter la capacité hôtelière de Narbonne", voilà pourquoi la municipalité va contribuer à favoriser l'implantation d'un hôtel 3 étoiles, "on va l'annoncer bientôt..." A suivre.
- **Conseils** : la municipalité va lancer prochainement les comités de quartiers, mais encore – dès la rentrée de septembre – un conseil municipal des enfants, et un conseil municipal des seniors.



## 22 millions seront investis en 2009

La municipalité n'allait pas laisser passer une telle occasion, avec le Plan de relance de l'Etat : c'est dans ce cadre-là qu'un Plan d'investissement va permettre d'injecter 22 millions pour la seule année 2009, alors que la moyenne annuelle en terme d'investissements se situait auparavant à 17 millions d'euros. "On met le curseur très haut", précise Alain Péréa, l'un des hommes forts du "système Bascou", le responsable de l'administratif faisant remarquer qu'avec l'ancienne municipalité, il y avait "les annonces, et ensuite un taux de réalisation effectif de 56 %". Dans cette enveloppe, le **parc des sports** est concerné (2 millions d'euros) avec la réalisation d'un terrain de jeu synthétique (en fait, le stade d'entraînement actuel du RC-NM), "et c'est un formidable outil que l'on mettra à la disposition du Racing, car il est important de permettre à notre club de travailler dans de bonnes conditions", dit-il, avant d'évoquer la réalisation de véritables loges. Dans le quartier Ouest, c'est l'**école Paul-Bert** (entièrement en préfabriqués) qui sera reconstruite dans la perspective de la rentrée 2010 (soit 5 classes, pour un montant de 4 millions) ; l'avenue des Elysiques sera refaite, avec – enfin – la création d'un rond-point pour desservir Leclerc (près de 2 millions) ; et l'**entrée de ville côté Montredon-Carcassonne** sera réhabilitée (pour une enveloppe de 2 millions). Toujours dans ce Plan d'investissement, une enveloppe de 3 millions d'euros sera affectée à la reconstruction du **Gymnase de Montplaisir** (il sera opérationnel en 2010). A **Narbonne-Plage**, c'est l'avenue du Languedoc (pour 1 million) qui sera revue et corrigée. Alors que près de 2 millions seront affectés, dès 2009, à la **Petite Enfance** : avec la création de deux crèches de "petite taille" (10 à 12 enfants) et d'une "crèche-minute" en centre-ville (pour accueillir les enfants pendant un court laps de temps, 1 à 2 heures), "on s'orienterait vers la réhabilitation d'immeubles appartenant à la municipalité pour être au plus près des besoins."

L'objectif étant de créer ensuite de telles structures chaque année. Sept millions d'euros seront affectés à des opérations d'entretien concernant, notamment, écoles et monuments. Et Narbonne sera ainsi l'une des premières villes en Languedoc-Roussillon à signer ce "partenariat" avec l'Etat.



"Je constate que l'on me dit souvent qu'il y a désormais une autre façon de faire à Narbonne, et un autre mode de fonctionnement. On ne me dit jamais que c'était mieux avant..." Jérôme Lehuby

## TGV : "Il ne faut pas d'un projet au rabais !"

**M**ontredon-Corbières ou bien Salles d'Aude, l'implantation d'une future gare TGV dans le Narbonnais fait débat. Dans un premier temps, Jacques Bascou n'a pas hésité à affirmer que "le plus important c'est qu'elle soit dans le Narbonnais..."

Aujourd'hui, le député-maire rappelle que la décision dépend surtout des scénarios qui seront retenus par l'Etat, RFF et les col-

lectivités, notamment.

"Il y a ceux qui veulent uniquement d'une ligne voyageurs reliant Amsterdam et Séville dans les plus brefs délais. Et il y a ceux, dont je fais partie, qui veulent d'une ligne mixte pour favoriser le fret, c'est également le plus cher des scénarios...", poursuit le maire de Narbonne, par ailleurs président du Grand Narbonne.

Catégorique, Jacques Bascou insiste ensuite sur le fait que "l'on

ne peut pas envisager une ligne grande vitesse Méditerranée en occultant une liaison entre le TGV Atlantique et le TGV Méditerranée. Si on occulte cette liaison entre les deux TGV, cela voudrait dire qu'entre Toulouse et Narbonne, on aurait un tronçon qui irait à 200 km/h. Le projet de ligne à grande vitesse dans notre région ne doit pas être un projet au rabais. Il ne faut pas d'un projet au rabais !" Il se fait alors l'avocat du plus grand nombre : "Car le

temps où chacun pensait à défendre seulement l'intérêt de sa ville est révolu. Et si Narbonne est plus que jamais un point de jonction pour le ferroviaire, cela doit servir à tout le monde !"

Quant à l'implantation éventuelle du géant canadien Bombardier (ndlr : évoquée voici quelques mois dans nos colonnes) sur le site ferroviaire narbonnais, "le dossier est toujours en cours, mais cela ne dépend pas que de nous..."

## **Antennes relais : amendement de R. Courteau**

Pour Roland Courteau, les récentes condamnations de sociétés de téléphonie mobile, sommées de démonter certaines de leurs "antennes relais" après les plaintes de riverains, remettent une nouvelle fois sur le devant de l'actualité la question de leur danger potentiel ou non, pour la santé.

Le sénateur rappelle que le Premier ministre vient d'annoncer sur ce sujet, la réunion prochaine d'une table ronde. De plus, le Sénat vient d'adopter l'**amendement** que Roland Courteau avait défendu (cosigné par son collègue Marcel Rainaud). Amendement adopté à l'unanimité et visant, notamment *"à renforcer les contrôles par les pouvoirs publics sur le réseau des ondes électromagnétiques"*. Un double contrôle suggéré par le sénateur *"qui sera effectué, par l'Agence française de Sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (AFSSET), mais également par l'Agence nationale des fréquences"*.

Au cours de la discussion d'avant-vote, Roland Courteau a souligné le contexte de confusion : *"Il faut en finir. Nous devons garantir au public une information véritablement objective sur le sujet."*

# Narbonne Sena Sud : la gestion Moynier est mise en cause

NARBONNE P. 3

## Bilan Sena Sud : la gestion Moynier mise en cause

### RAPPEL

→ L'un des arguments avancés par la majorité de l'Agglo pour son nouvel impôt sont des avances de 7 M€ consenties à Sena Sud mais non remboursées

L'impôt nouveau voté par la communauté d'agglo "Grand Narbonne" le 23 janvier dernier (*Midi Libre* du 24 janvier) devrait dégager 2,2 M€ de recettes. Ce prélèvement supplémentaire sur les ménages des 18 communes de la Narbonnaise a été justifié par la crise économie alors que la dotation de l'État stagne. Mais aussi par « *des avances de trésorerie consenties à Sena Sud sans contrepartie, en diminuant la capacité d'intervention financière de la Can* ». Sena Sud (1) est, en matière économique, "le bras armé" de l'Agglo. Cette société d'économie mixte, dont les actionnaires sont "Grand Narbonne" (majoritaire), la CCI et des banques, est un aménageur de zones d'activités.

Sa mission est d'acheter les terrains appropriés, de les viabiliser en y installant les voies et les réseaux (eau, électricité) et, éventuellement, de faire construire des bâtiments, en veillant à ce que le prix du terrain soit moins élevé que le coût réel. L'objectif est d'encourager l'installation d'entreprises afin de doper l'emploi local.



La pépinière d'entreprises Éole à Plaisance est gérée par Sena Sud. Arch

N'ayant pas de fonds propres, Sena Sud dépend de la collectivité territoriale pour son budget. Depuis sa création en 1987, Sena Sud a bénéficié de subventions d'un montant total de 5,7 M€ pour des opérations à la Coupe, Saint-Germain, à Montredon, aux Chalets à Gruissan...

Le problème, selon l'équipe

Jacques Bascou compare les nombreuses avances de trésorerie à de « la cavalerie »

Bascou, c'est que la SEM a aussi obtenu des avances de trésorerie. 7 M€ que la Ville de Narbonne, puis l'Agglo ont avancés. Contrairement aux subventions, les avances de trésorerie - comme une avance sur salaire pour un em-

ployé - doivent être exceptionnelles et, surtout, être remboursées, une fois les opérations achevées. Soit sous forme d'argent, soit par le transfert des terrains ou des bâtiments construits grâce aux fonds publics.

Or ça n'aurait pas été le cas. Ni argent, ni biens en retour. Pas non plus de délibération du conseil communautaire et de conventions précisant les conditions des avances, notamment le taux d'intérêt. Les 7 M€ manquent donc dans le budget de la communauté d'agglomération qui étudie actuellement comment elle peut récupérer sa mise.

Pour le député-maire de Narbonne, Jacques Bascou qui préside aussi l'Agglo, le recours massif aux avances de trésorerie mis en place par son prédécesseur « *c'était de l'à peu près, comme d'ailleurs dans beaucoup de domaines* ». Et de comparer ce mo-

de de fonctionnement à de « *la cavalerie* » ! Même s'il reconnaît que l'ancienne équipe élue n'était pas « *hors la loi* ».

Le premier magistrat souligne également que « *certaines opérations confiées à Sena Sud ont finalement été cédées à des promoteurs immobiliers. Ça n'est pas la vocation* ». Jacques Bascou assure que mieux que des avances de trésorerie qui immobilisent de l'argent public - qui aurait été mieux utilisé ailleurs -, la solution la plus logique aurait été d'avoir recours à un emprunt auprès d'une banque ou alors d'augmenter le capital de la SEM. Après avoir fait « *un état des lieux* » et « *tout mis à plat* », Jacques Bascou affiche maintenant la volonté de « *bâtir sur du solide* ».

Plusieurs solutions s'offrent à l'Agglo, dont certaines peuvent être combinées entre elles, pour dynamiser le fonctionnement de sa SEM : la doter d'une capacité d'intervention financière réelle en faisant appel aux banques, étoffer son personnel (deux employés actuellement), faire appel au réseau de compétences et de savoir-faire de la fédération nationale des SEM. Autre option : l'Agglo pourrait mener certaines opérations directement.

Pour sa part, l'ancien président de l'Agglo, Michel Moynier, défend son bilan et contre-attaque (*lire ci-dessous*). ●

**Sid MOKHTARI**

## Moynier : « Bascou ne sait pas lire un bilan ! »

« *Une fois de plus, Jacques Bascou ne sait pas lire les bilans ou alors il le fait exprès !* » Michel Moynier réagit vivement à la mise en cause de la gestion de Sena Sud

dont l'autorité de tutelle était la Can que l'ancien maire de Narbonne présidait. Il martèle que « *la SEM a toujours eu des comptes positifs. Elle a permis un développement économique express de la Narbonnaise. Et, pendant les huit dernières années, elle a été la première en Languedoc-Roussillon en matière de création d'emplois. Il y a peu de SEM aussi performante dans la région !* »

Pour Michel Moynier, « *les avances de trésorerie sont tout à fait normales pour*

*fonctionner* ». Et l'ancien maire de parler même « *d'incompétence* ». Il ajoute : « *Ils n'y comprennent rien ! Ils viennent de contracter un emprunt au taux le plus haut ! Pour rien ! Maintenant il y a trop d'argent ! Le problème, c'est qu'à la Ville comme à l'Agglo, il n'y a pas un nombre de cadres compétents suffisants* ».

Michel Moynier se dit même « *prêt, s'il le faut, à venir avec l'ancien directeur des services* » (NDLR : Patrice Millet) pour s'expliquer avec

son successeur. Et de souligner son bilan, à la fois à la Ville et à l'Agglo : « *Les finances étaient saines et la gestion du personnel exceptionnelle. Ce qui a permis de dégager des moyens d'investissements et de réduire la dette* ».

L'ancien premier magistrat « *accuse* » ses successeurs de manquer de « *transparence* », déplorant de n'avoir pas reçu la synthèse de l'activité de la Ville et de la Can comme c'est pourtant « *une obligation au bout d'un an* ». ●

... / ...

**Voir la suite : 2ème partie**